



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL. COMPLÉMENTAIRE du 28 AOÛT 2025

portant actualisation des prescriptions applicables au GAEC DE LA MODER dont le siège social est établi au 8 rue du Pont à Pfaffenhoffen (67350), autorisé à exploiter un élevage de volailles de chair de 68 000 emplacements, au lieu dit « Hohmatt » à Zinswiller (67110)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;
- VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14 et R.181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées définie à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 portant autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement de l'activité d'élevage avicole du GAEC DE LA MODER au lieu-dit Hohmatt à Zinswiller ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2022 mettant en demeure le GAEC DE LA MODER au lieu-dit Hohmatt à Zinswiller de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement ;
- VU** le dossier de réexamen IED déposé par le GAEC DE LA MODER le 13 novembre 2020 ;
- VU** le porter à connaissance des modifications du GAEC DE LA MODER transmis à la DDPP le 3 mars 2022, complété jusqu'au 8 juillet 2025 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 29 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT que le GAEC DE LA MODER exploite au lieu-dit Hohmatt à Zinswiller des installations visées par la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT le « porter à connaissance » transmis par le GAEC de la MODER le 3 octobre 2022 relatif aux modifications apportées à son installation d'élevage de poulets de chair soumis à autorisation décrivant :

- l'augmentation de 8 000 emplacements de poulets de chair, sans augmentation de la taille des bâtiments, en accord avec la réglementation applicable en matière de normes d'élevage des poulets de chair, soit un total de 68 000 emplacements ;
- des modifications mineures d'implantation des silos de stockage des aliments ;

- la mise en place d'échangeurs récupérateurs de chaleur (ERC) dans les bâtiments d'élevage de poulets de chair, permettant de réduire les coûts énergétiques ;
 - le transfert des effluents vers une installation de méthanisation ;
 - la transformation de la fumière couverte en stockage de fourrage et de céréales, sans augmentation des volumes classés à ce titre ;
- et complétant le dossier de réexamen IED déposé le 13 novembre 2020;

CONSIDÉRANT qu'après instruction, l'inspection constate que le dossier de réexamen IED est complet et recevable ;

CONSIDÉRANT que le contenu de ce dossier de réexamen IED correspond à l'attendu réglementaire, à savoir les « meilleures techniques disponibles » que l'exploitant déclare mettre en œuvre dans son installation et les éléments chiffrés justifiant du respect des valeurs limites d'émissions fixées dans ce cadre ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des éléments transis par l'exploitant que les intérêts protégés par les articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement sont pris en compte ;

CONSIDÉRANT en particulier que l'augmentation du nombre d'emplacements de 60 000 à 68 000 emplacements de poulets de chair n'induit pas une augmentation des émissions atmosphériques de l'élevage et que le transfert des effluents vers une installation de méthanisation assure l'absence de stockage et d'épandage des effluents bruts, réduisant leur impact environnemental ;

CONSIDÉRANT que ces modifications réalisées ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article L. 181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis à l'inspection les éléments justifiants de la correction des non-conformités relevées lors de la visite du 20 octobre 2021;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, il convient de fixer des prescriptions modificatives et complémentaires à celles de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 précité pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement en les adaptant aux nouvelles conditions d'exploitation ;

APRÈS communication du projet d'arrêté au pétitionnaire,

SUR PROPOSITION du directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,

ARRÊTE

TITRE 1 – GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1-1 MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Le présent arrêté modifie et complète l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 autorisant le GAEC de la MODER à exploiter un élevage de 60 000 animaux-équivalents (a-e) de volailles de chair à Zinswiller.

ARTICLE 1-1-1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

L'article 1-1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le GAEC de la MODER, dont le siège social est établi 8 rue du Pont à Pfaffenhoffen est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter un élevage de volailles de chair de 68 000 animaux-équivalents (a-e) à Zinswiller lieu-dit « Hohmatt ». »

ARTICLE 1-1-2 : Nature des installations

Les articles 2.1, 2.2 et 2.3 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A ,D ,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume maximum
3660	A	Elevage de volailles de plus de 30 000 animaux-équivalents	Bâtiments d'élevage	Effectif	>30 000	animaux-équivalents	68 000
1530-2	D	Dépôt de matériaux combustibles	Paille et foin	Volume	>1000 et < 20 000	m ³	>1000

A : autorisation ; D : déclaration

Article 2.2 : Autres limites de l'autorisation

Les installations sont exploitées conformément aux données techniques contenues dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en 2012, des compléments apportés en cours de procédure et du « porter à connaissance » déposé le 3 mars 2022.

L'élevage comprend les installations suivantes : (voir plan de masse en annexe 1) :

Deux bâtiments d'élevage :

- un bâtiment P1 de 1 500 m² d'une capacité de 33 000 animaux-équivalents (a-e) de type ventilation dynamique transversale, équipé d'un ERC (échangeur récupérateur de chaleur) ;
- un bâtiment P2 de 1 500 m² d'une capacité de 33 000 animaux-équivalents (a-e) de type ventilation dynamique transversale, équipé d'un ERC (échangeur récupérateur de chaleur) ;

Des annexes :

- deux hangars de stockage (pailles, céréales et matériel) ;
- six silos de stockage des aliments ;
- une fosse de 8 m³ de collecte des eaux de lavage.

Le site comporte également une réserve d'eau incendie de 400 m³ et un tracker solaire (mât rotatif équipés de panneaux photovoltaïques), dont la production est destinée exclusivement à l'autoconsommation.

Article 2.3 : Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Rythme d'activité :

L'activité d'élevage est continue tout au long de l'année.

Organisation de l'élevage :

Les tâches d'élevage sont organisées selon un cycle composé de plusieurs phases :

- la période d'élevage (réception des poussins, élevage pendant atteindre 56 jours et enlèvement des volailles en plusieurs fois, selon le poids attendu par l'abatteur) ;
- la période de nettoyage et de vide sanitaire.

Le nombre théorique de bandes engraisées est ainsi de 5,2 par an

L'aliment prêt à l'emploi est approvisionné par un fabricant et comprend différentes phases selon le stade physiologique des animaux : démarrage (0-14 jours), croissance (15-30 jours), finition (31-45 jours) et abattage (>45 jours).

L'eau provenant du réseau d'adduction d'eau est distribuée par un système d'abreuvoirs automatiques.

Le fumier est stocké sous les animaux et évacué à l'issue de chaque bande à destination d'une installation de méthanisation titulaire de l'agrément adéquat, de même que les eaux de nettoyage et de désinfection collectées dans la fosse dédiée de 8 m³. »

Le plan de masse mis à jour présent en annexe I du présent arrêté remplace l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012.

TITRE 2 – COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2-1 : CONSOMMATION D'EAU

L'article 13.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont prélevés exclusivement du réseau public de distribution.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur chacune des conduites d'alimentation en eau de l'installation.

La consommation d'eau est relevée quotidiennement et ne dépasse pas 12 m³/jour. »

ARTICLE 2-2 : GESTION DES EFFLUENTS

L'article 15 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Article 15.1 : Identification des effluents ou déjections

Les effluents sont constitués de fumier, collecté après chaque bande, et des eaux usées, collectée dans la fosse dédiée de 8 m³.

Ils sont orientés vers une installation de méthanisation titulaire d'un agrément sanitaire au titre du règlement CE 1069/2009.

Article 15.2 : Gestion des ouvrages de stockage ou de (pré)traitement : conception, dysfonctionnement

Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. »

Compte tenu du transfert de tous les effluents vers une installation de méthanisation, les articles 16, 17, 18, 19, 28 et 30 et l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2012 sont abrogés.

TITRE 3 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 3-1 : FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3-2 : MESURES DE PUBLICITÉ

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 3-3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 3-4 : EXÉCUTION

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur départemental de la protection des populations du Bas-Rhin,
- le GAEC DE LA MODER,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- au maire de Zinswiller.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE

